

Madame, Monsieur, membres de la Table Ronde de la Cagette,

Je vous remercie pour votre courrier et pour le travail remarquable que mène La Cagette depuis près de dix ans à Montpellier.

Avec plus de 6 000 coopérateurs et coopératrices, un lien direct avec près d'une centaine de producteurs et productrices et un engagement actif dans la Caisse alimentaire commune, votre coopérative démontre qu'un autre modèle alimentaire est possible.

Pour nous, la question alimentaire est à la fois un enjeu de justice sociale, de santé publique, de transition écologique et de démocratie. Dans une ville où une part importante des habitantes et habitants doit arbitrer entre le prix et la qualité de leur alimentation, garantir un accès réel à une alimentation saine et choisie doit devenir une priorité politique.

Les initiatives citoyennes et coopératives comme la vôtre montrent qu'il est possible de reprendre collectivement la main sur notre système alimentaire, en construisant des circuits plus courts, plus transparents et plus justes pour les producteurs et productrices comme pour les consommateurs et consommatrices. La puissance publique doit soutenir ces dynamiques et leur permettre de changer d'échelle.

### **I — Essaimer et promouvoir le développement des supermarchés coopératifs et participatifs**

Les supermarchés coopératifs constituent une innovation sociale importante : ils permettent à des habitant·es de s'organiser collectivement pour accéder à des produits de qualité à prix maîtrisés, tout en rémunérant plus justement les producteurs et productrices.

Le modèle coopératif repose notamment sur des principes qui nous paraissent essentiels : transparence des prix, limitation des marges et gouvernance démocratique. Il constitue une réponse concrète aux dérives d'un système alimentaire dominé par la grande distribution et la pression sur les prix agricoles.

Si nous sommes élu·es, nous souhaitons favoriser l'essaimage de ces initiatives à Montpellier et faciliter l'essaimage déjà en cours, notamment dans les quartiers où l'offre alimentaire est aujourd'hui insuffisante ou peu qualitative.

---

---

Si nous sommes élu-es, nous nous engageons à :

- créer **un fonds municipal d'amorçage pour soutenir les projets coopératifs en émergence** ;
- faciliter l'**accès à des locaux ou du foncier**, en particulier dans les quartiers où l'offre alimentaire est limitée ; Altemed doit prendre toute sa part et prioriser ce sujet ;
- **accompagner la mise en réseau et la mutualisation d'outils et de savoir-faire** entre projets coopératifs en finançant également le travail de transmission qui incombe aujourd'hui aux initiatives existantes sans soutien public suffisant ;
- **mobiliser les dispositifs de soutien à l'économie sociale et solidaire** pour consolider ces initiatives dans la durée.

Notre objectif est que ces projets puissent se développer dans plusieurs quartiers et contribuer à structurer un écosystème alimentaire local plus juste, plus résilient et plus démocratique. Notre soutien sera entier et sans entrave aux associations telles que Les Ami·e·s de la Cagette ou aux événements comme La Méridionale des Coopératives afin de soutenir la promotion de ce modèle d'organisation et de société.

## **2 — Pérenniser la Caisse alimentaire commune**

L'expérimentation de la Caisse alimentaire commune menée à Montpellier constitue aujourd'hui l'une des initiatives les plus avancées en matière de démocratie alimentaire en France.

Elle ouvre une perspective essentielle : garantir à toutes et tous un droit effectif à une alimentation de qualité, tout en sécurisant les revenus des producteurs et productrices.

Nous pensons que cette expérimentation doit être pérennisée et amplifiée, et que les collectivités ont un rôle important à jouer pour y parvenir.

Si nous sommes élu-es, nous nous engageons à :

- **poursuivre et renforcer le soutien de la Ville à cette expérimentation** et aux acteur·rices qui la portent ;
  - **contribuer à la construction d'un modèle économique durable**, permettant de sécuriser la Caisse au-delà des financements actuels ;
  - **poursuivre notre soutien actif au plaidoyer national en faveur de la sécurité sociale de l'alimentation**, afin de permettre la généralisation de ce type de dispositifs ;
  - **développer de nouvelles initiatives de solidarité alimentaire**, notamment en expérimentant des restaurants municipaux bio et solidaires, accessibles à toutes et tous ;
-

- 
- **soutenir l'élargissement de la participation** grâce à une large communication de la Ville afin que cette démarche de démocratie alimentaire puisse bénéficier à un public plus large ;
  - **mobiliser la Ville en tant qu'employeuse** pour, le cas échéant, multiplier l'impact de la Caisse Alimentaire Commune à Montpellier à travers ses agent·es.

Plus largement, nous souhaitons inscrire la Caisse alimentaire commune dans une stratégie territoriale cohérente associant filières agricoles locales, circuits courts, restauration collective et initiatives citoyennes.

Cela suppose plus globalement d'agir de la terre au compost ! Nous défendons ainsi la sanctuarisation des terres agricoles et naturelles de notre territoire, aujourd'hui menacées par l'étalement urbain promu par les équipes en place, avec notamment la protection de sites emblématiques comme la Cité Bergère ou les Coteaux de Malbosc. Nous créerons également une foncière agricole métropolitaine afin d'acquérir du foncier et d'y installer de nouveaux agriculteurs et agricultrices en agroécologie, notamment pour renforcer l'approvisionnement local de la restauration collective. La préservation de surfaces agricoles à l'échelle métropolitaine sera un enjeu majeur (déploiement des nouvelles activités du Domaine de Viviers, protection des terres agricoles de Sablassou et de l'Est de Montpellier), mais aussi la préservation du tissu agricole, avec un appui métropolitain aux transmissions agricoles (mise en relation, accompagnement dans la durée pour les cédant·es comme pour les nouveaux et nouvelles paysan·nes).

Dans le même esprit, nous voulons transformer notre environnement alimentaire en développant une alimentation plus saine, locale et accessible. Cela passera par le soutien aux filières agricoles du territoire, le soutien logistique aux circuits de proximité mais également un rééquilibrage de l'offre alimentaire vers davantage de végétal, notamment dans la restauration collective (cantines, restaurants, évènementiel). Nous visons la réduction de 50 % de la consommation de produits d'origine animale d'ici 2032. L'objectif n'est pas d'opposer les modèles alimentaires, mais d'aller vers une logique de "moins mais mieux" : consommer moins de produits animaux permet à la fois d'améliorer la santé, de réduire l'empreinte écologique de notre alimentation et de dégager du pouvoir d'achat pour privilégier des produits de meilleure qualité, mieux rémunérés pour les producteurs et productrices. Notre objectif est clair : rendre l'alimentation durable, choisie et de qualité accessible à toutes et tous.

La transformation de notre système alimentaire ne pourra se faire qu'en s'appuyant sur les acteur·rices engagé·es du territoire : producteur·rices, associations, coopératives et habitant·es.

Nous serons donc pleinement disponibles pour poursuivre ce dialogue avec La Cagette et l'ensemble des initiatives qui contribuent à construire un autre système alimentaire.

Nathalie Oziol  
pour la liste Faire Mieux pour Montpellier

---